

**Visite de Jean-Luc Mélenchon  
aux ouvriers de FRALIB (thé Éléphant) en lutte  
à Gémenos (Bouches-du-Rhône),  
le 20 juin 2011**

**Ce document n'a pas encore été relu et approuvé par les auteurs des discours.  
Malgré toute la rigueur avec laquelle nous réalisons les retranscriptions, des erreurs de  
sens et d'interprétation peuvent subsister : seul le discours oral et par extension la vidéo  
correspondante peuvent engager leur auteur.**

*Jean-Luc Mélenchon arrive et est accueilli par des salariés, guidé par l'un de ceux venu l'accueillir, il est invité à entrer dans une salle de réunion.*

*Jean-Luc est assis à une table, avec de nombreux salariés et militants syndicaux.*

**Un salarié :** Sur les salaires ça a commencé comme ça : à chaque fois qu'on allait dans les négociations salariales, on disait toujours « on perd du pouvoir d'achat », on avait, non pas le sentiment, mais la certitude, mais on ne le démontrait pas avec des chiffres.

Là on a fait une analyse avec nos salaires, on a pris notre grille des salaires 20 ans en arrière, on avait en 1989 un coefficient qui s'élevait à 47 % au dessus du SMIC de l'époque et en 2009 il était à zéro. Donc en fait ils nous ont pris 47%, en 20 ans. On a regardé à combien de salariés on travaillait à l'époque avec les deux usines, quel volume de production on faisait vingt ans en arrière et combien on faisait aujourd'hui. Eux ils font le calcul qu'ils peuvent produire le même volume de production avec trois usines, donc ils suppriment une usine, celle qu'ils suppriment, c'est la nôtre.

**Un autre salarié :** On a gagné une première procédure le 4 février où le juge a condamné Unilever pour irrégularité manifeste au code du travail, et a exigé, a ordonné de reprendre la procédure à zéro et le PSE. Ils ont remis en route une nouvelle procédure à partir du 10 mars. Qu'on a réattaqué aujourd'hui où on est passé le 15 juin au tribunal et on attend la réponse du juge le 29.

**Jean-Luc Mélenchon :** Déjà, au moins ils recommencent, parce qu'on en a connu quelques uns qui n'avaient pas ce genre de scrupules. Comment tu les appelles ? Les MOLEX. Oh oui, ils n'en avaient rien à fiche, on pouvait décider ce qu'on voulait, les tribunaux français pouvaient décider ce qu'ils voulaient, eux ...pffff... C'est normal, à la fin, ils se sentent tout

puissants, personne ne leur dit rien, le gouvernement n'a rien dit dans l'affaire MOLEX, il aurait pu intervenir...

*La suite se passe hors de la salle de réunion*

*[Brouhaha embrassades, tout le monde se dirige vers l'un des bâtiments de l'usine que l'on traverse Jean-Luc et ses interlocuteurs s'installent à une tribune improvisée.]*

**Olivier Leberquier**, *délégué syndical CGT*: déjà je remercie tous ceux qui sont présents d'apporter l'éclairage par votre présence, ceux qui nous soutiennent et les médias pour leur aide dans le clip sur notre lutte. Donc on a l'habitude de temps en temps de voir quelques journalistes, mais là tout ça d'un seul coup, ça fait beaucoup c'est bien. Souvent, c'est ce qu'on reproche aux media, on a fait un conflit de 9 semaines, l'année dernière, sur nos salaires, il y a quelques médias qu'on n'a pas vu. Peut-être que si on avait mis une bouteille de gaz ou étranglé notre directeur on les aurait vus, mais bon, au bout de 9 semaines, il y en a quelques uns, on ne les a pas vu... Donc c'est bien que vous soyez là. Donc on va faire une prise de parole, c'est Gérard qui va la faire pour FRALIB par rapport à la visite d'aujourd'hui, ensuite on aura une intervention pour la FASE : Bernard Calabuig, pour le parti de gauche : Luc Léandri, pour la Gauche Unitaire : Jacques Lerichomme, pour le Parti Communiste Français : Pierre Dharréville, puis Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche, c'est sa première visite aujourd'hui comme candidat, qui terminera cette prise de parole, et ensuite, il y aura un échange avec ceux qui auront envie de poser des questions, et les réponses que l'on apportera. Je passe la parole à Gégé, pour FRALIB.

Discours de **Gérard Cazorla**, *[secrétaire du comité d'entreprise]* :

Chers amis, chers camarades, depuis le 28 septembre 2010, Unilever tente de fermer notre usine. Depuis cette date, les salariés avec leur représentation syndicale, CGT et CFE-CGC, sont rentrés en résistance contre la multinationale et luttent pour le maintien des 182 emplois. Unilever voudrait rayer de la carte la dernière usine qui reste en France, alors que le marché des thés et infusions aromatisés représente le plus gros marché de l'Europe de l'Ouest. C'est en France que la valorisation de nos produits est la plus importante. C'est en France que sont réalisés les profits. En fermant l'usine, la multinationale se verrait bien fabriquer demain en Pologne et en Belgique pour vendre au prix fort en France pour faire encore plus de profits.

Notre lutte est d'autant plus juste et légitime que le juge des référés du TGI de Marseille, le 4 février 2011, a condamné FRALIB et Unilever pour non respect du Code du travail, irrégularités manifestes, et a ordonné l'annulation de la première procédure et le plan de

sauvegarde de l'emploi. Ils ont depuis repris une nouvelle procédure le 10 mars, tout autant irrespectueuse du code du travail et de l'ordonnance du juge ; c'est pourquoi nous avons une nouvelle fois assigné FRALIB devant le TGI de Marseille le 15 juin.

Leur projet est déloyal, injustifié et scandaleux. Pour une entreprise qui fait en 2010 +4,1% de croissance des ventes, + 20 points de marge d'exploitation, une croissance en volume la plus élevée depuis trente ans, un chiffre d'affaires de + 11,1% à 44,3 milliards d'euros, un bénéfice net de 4,6 milliards d'euros.

Unilever est un groupe qui représente le grand capital qui ravage l'économie des pays en exploitant leurs richesses. Qui sème en France le chômage et la précarité : les effectifs sont passés en l'espace de 10 ans de 12 500 à 3 000 salariés. Qui se comporte et continue à se comporter de façon déloyale et malhonnête non seulement envers les salariés et leurs représentants mais envers également la justice. Unilever arnaque les consommateurs. Pour s'enrichir un peu plus pendant qu'il tue l'emploi et exploite ses salariés, Unilever arnaque aussi les consommateurs : elle a progressivement baissé de 20% la matière première dans les sachets de thé et d'infusion, passant progressivement d'un sachet de 2g à un sachet de 1,6g.

Le consommateur, lui, achète toujours de plus en plus cher les produits quand il va faire ses courses. Unilever arnaque également les contribuables et l'État français. Depuis 2007, le groupe lèse l'État et les contribuables français par un montage financier : la structure en Suisse USCC [Unilever Supply Chain Company] joue le rôle de paradis fiscal, reçoit tous les profits, alors que c'est en France que sont créées les plus-values. Chaque année, ce n'est pas moins de 200 millions d'euros qui échappent à la fiscalité. C'est plus de 67 millions d'euros d'impôt qui échappent au fisc français. Unilever tue l'emploi, assassine et exploite les salariés et leurs familles. Cette multinationale, bourrée de fric, vient de racheter le groupe Alberto Culver et une partie du groupe Sara Lee pour 4 milliards d'euros. Dans le même temps, elle tue l'emploi et se gave sur le dos des salariés pour satisfaire les actionnaires et la bourse d'Amsterdam.

Toute cette casse sociale mène vers le chômage, la précarité et la misère, conséquences de la casse de l'industrie, la baisse des salaires, la remise en cause des acquis sociaux, l'allongement de l'âge du départ en retraite, dans le même temps où baissent les pensions.

La remise en cause de la protection sociale, où de plus en plus de personnes renoncent à se soigner par manque de moyens financiers. Le mutualisme solidaire est mis à mal partout, et ici à Marseille, dans cette ville où les pauvres sont si nombreux !

Ces pratiques scandaleuses sont mises en œuvre avec l'aide du gouvernement qui accompagne le patronat dans ses exigences de régression sociale. Cette politique ne sert que le capital contre le monde du travail. Ils n'en ont jamais assez ! Tous les jours, de nouvelles mesures sont prises pour tenter de réduire les acquis sociaux des salariés, réduire ce qu'ils appellent le « coût du travail » pour augmenter la compétitivité des entreprises, ce qui signifie, en général, continuer d'enrichir les plus riches.

Les plus riches, les capitalistes, eux, continuent à s'enrichir : il n'y a qu'à voir les salaires exorbitants que s'octroient les patrons du CAC 40 et les autres ! Paul Polman, PDG du groupe Unilever, à lui seul, s'octroie un salaire annuel représentant la moitié de la masse salariale annuelle totale des 182 salariés de FRALIB ! Pour eux, la crise n'existe pas, bien au contraire : ils la créent pour mieux spéculer, supprimer les acquis sociaux et faire payer le monde du travail. Le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des privés d'emplois, ne cesse de diminuer. Pourtant le coût salarial ne représente plus rien. À FRALIB, nos salaires y compris ceux de nos deux « mercenaires » venus avec la mission de fermer l'usine, ne représentent dans une boîte de thé que 16 centimes d'euro.

Notre grille de salaires a subi, elle, en 20 ans, une perte de 40% par rapport au SMIC. Un salarié embauché aujourd'hui gagne 3% au-dessus du SMIC, alors qu'il y a 20 ans, il gagnait 46% de plus que le SMIC. Sur la même période, les gains de productivité des salariés de FRALIB ont vu, eux, une évolution de plus de 50% ! La France c'est le pays où la productivité des salariés est la plus élevée au monde.

La responsabilité d'Unilever dans ce projet de fermeture est pleine et entière. Malgré ce qu'ils voudraient faire croire, FRALIB est une entreprise rentable, profitable, compétitive, les salariés sont qualifiés et compétents, avec un savoir-faire reconnu et ce depuis 118 ans.

Ce projet de fermeture fragiliserait un peu plus le tissu industriel du département et de la région, il contribuerait à augmenter encore plus la misère déjà trop élevée dans les Bouches du Rhône. À Marseille, la moitié des revenus sont issus des revenus sociaux, dus à la casse de l'industrie, et au manque d'emploi.

Pour les arrêter, il faut des actes et des engagements politiques. L'Europe qu'ils imposent aux peuples, celle que les Français ont rejetée démocratiquement par vote devient insupportable. Un changement de société s'impose. D'autres choix sont urgents, la question de la répartition de la richesse créée, de sa réappropriation par le plus grand nombre, par le peuple, est plus que jamais d'actualité.

Nous sommes convaincus de la rentabilité de notre usine. Pour une grande majorité, nous avons décidé de prendre notre destin en main. Nous refusons le chômage la précarité, la fatalité de la misère, nous n'acceptons pas l'injustice, nous sommes convaincus que d'autres choix sont possibles.

C'est tout le sens de notre projet, notre solution alternative face à l'annonce de la fermeture de l'usine. Notre projet est crédible et porteur d'espoir. Nous allons ensemble gagner cette lutte pour la sauvegarde du site industriel et des 182 emplois.

Les majorités de gauche des collectivités territoriales ont affirmé leur solidarité et leur soutien à nos côtés pour combattre le chômage, la précarité, les inégalités et la misère, qui est le quotidien de millions de personnes de plus en plus en difficulté, et pour contribuer à une société juste et solidaire.

En votant le 25 mars pour le maintien des 182 emplois à Gémenos, soit avec Unilever, soit en permettant la reprise de l'activité, en prenant en compte les attentes des salariés et des collectivités en matière de pérennisation du site de Gémenos, la Région a franchi l'étape du soutien et de la solidarité par un engagement politique fort à nos côtés. C'est ce que les travailleurs doivent pouvoir attendre de la gauche. Maintenant, il faut des actes concrets, des mesures concrètes, précises, permettant que s'ouvrent des solutions. Mais soyons clairs : l'action vigoureuse des travailleurs et de notre syndicat ne se contentera pas d'un vague appel à voter à gauche. Si les élections sont un acquis démocratique arraché par la lutte, ces votes ne suffisent pas. Nous ne nous contenterons pas d'une visite, d'un passage chez nous. Nous serons vigilants et exigeants. Ce sont les travailleurs qui luttent.

Unilever doit payer. Il doit payer non pas pour monnayer nos emplois, mais pour relancer l'activité du site, pour que l'on puisse continuer à vivre et travailler à Gémenos.

Nous exigeons d'Unilever qu'il cède au collectif de salariés, pour l'euro symbolique, les bâtiments, et qu'il crée les conditions pour la poursuite de l'activité à Gémenos. Qu'il cède l'outil industriel. Qu'il fasse les investissements nécessaires à la remise à niveau de l'outil de travail. Qu'il assure la commercialisation et la fourniture des matières premières pendant un nombre d'années suffisant à la constitution de notre propre circuit de commercialisation et d'achat des matières premières, qui nous permettra de constituer une entreprise souveraine. Et qu'il cède la marque Éléphant, qui ne lui appartient pas. Elle appartient à des milliers de travailleurs qui ont construit et valorisé cette marque. Elle appartient à notre région, et pas à une multinationale à base anglo-hollandaise. Elle est notre patrimoine collectif.

Il ne s'agit là, en fait, que d'une toute petite partie de la fortune emmagasinée par les actionnaires, depuis des décennies, sur le dos des travailleurs !

Nous ne voulons pas de promesses faites sur un tréteau. Nous ne sommes pas à la foire et nous ne sommes pas à vendre. Nous voulons des engagements forts et précis, des actes concrets. Les paroles ne remplissent pas nos assiettes et ne donnent pas de travail. Ce sont nos luttes qui feront avancer nos exigences.

Nos exigences, ce sont :

- Des actes forts pour un véritable changement de société.
- L'interdiction de licenciement et un vrai droit de veto pour les salariés et leur syndicat.
- Un programme clair pour combattre l'injustice sociale et toutes les formes d'inégalités.
- Une société de paix, juste et solidaire, pour une France solidaire et respectueuse des peuples, pour une France qui n'envoie pas, au nom de la domination impérialiste et du bon vouloir du prince, ses chars, ses soldats, ses avions bombarder les populations, mais pour une France qui agit partout pour la paix et le désarmement.
- Une réappropriation et une autre répartition des richesses créées.

L'Éléphant est le patrimoine des salariés qui hier y ont travaillé, qui y travaillent aujourd'hui et qui y travailleront demain, il est le patrimoine du peuple, de notre département, de notre région et de notre pays.

*Applaudissements. « Tous ensemble, tous ensemble, ouais, ouais » longuement scandé. , les orateurs se lèvent et scandent avec les salariés. « Tous ensemble, tous ensemble, ouais, ouais »).*

*Slogan surgi du public : «L'éléphant c'est français, en Provence il doit rester ! »*

**Olivier Leberquier**, *délégué syndical CGT*: avant de passer la parole à Bernard Calabuig pour la FASE, pour les journalistes, aujourd'hui on a préparé un tract qui situe la situation notamment au niveau juridique, avec notamment, en dernière partie, les artifices qu'a utilisé la Direction, qui n'a pas hésité à mentir devant le juge, en transformant les propos de l'assistante sociale, et tout ça on le met dans un quatre pages qu'on va diffuser aujourd'hui, avec l'intervention que vient de faire Gérard, donc pour les journalistes, avant de partir, vous le prenez, tout a été préparé, et vous partez avec. Ce soir, on le met en ligne.

Discours de **Bernard Calabuig** pour la FASE.

Merci.

La FASE, c'est la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique qui regroupe plusieurs sensibilités, dont celle de l'Association Communiste Unitaire dont je fais partie. Je veux vous dire deux choses en deux minutes qui me sont imparties, très court pour ne pas rajouter de discours aux discours. C'est que FRALIB c'est un combat et FRALIB c'est aussi un grand moment de rassemblement et de solidarité, un grand élan de solidarité. Notre rassemblement ce soir l'illustre, de cet après-midi l'illustre. Ici se côtoient des syndicalistes, des salariés, des amis du parti de la gauche, du Parti Communiste, de la Gauche Unitaire, des élus comme le maire Daniel Fontaine le maire d'Aubagne, Magalie Giovannangeli, la présidente de l'agglomération. Et c'est ça qui donne de l'optimisme, qui fait que ce combat-là il ne peut pas être perdu, ce combat-là il faut le gagner.

Je vais vous dire deux petites choses : la première c'est que le combat de FRALIB, ce n'est pas un combat qui concerne simplement et seulement les salariés de FRALIB, ce combat il concerne toute la société. Il concerne toute la société parce que nous venons de visiter, comme ça a été rappelé, une usine, une unité de production extrêmement performante. Et quand on discute avec les salariés, on rencontre les salariés qui aiment leur métier, qui ont des compétences, qui ont du savoir-faire, et on est dans un scénario qui dure depuis des décennies et des décennies, qui est toujours le même : on ferme, on licencie, on jette les salariés, on les méprise, on regroupe, on restructure.

Et tout ça pour une seule raison : c'est pour que des actionnaires fassent de l'argent et toujours plus d'argent. Et bien il faut en finir avec ça. Parce que c'est cette loi du profit, du profit à tous prix, dans le plus court délai possible, qui détruit tout, qui détruit les hommes, qui détruit la nature. Il faut arrêter ça, il faut inverser cette logique.

Je pense que ce n'est pas ringard comme le font les salariés de FRALIB, lorsque des PDG, lorsqu'une société renonce à sa responsabilité sociale qui est de faire de l'emploi, qui est de former, qui est de rémunérer à un bon niveau les compétences des salariés, et bien il n'est pas du tout ringard de réintroduire dans le langage politique la question des nationalisations, la question de coopérative, (*applaudissements*) et quand je dis nationalisations je ne dis pas étatisation, je ne confond pas Etat et Nation, dans la Nation il y a le Peuple, et quand je parle de nationalisation, je parle d'appropriation sociale qui va de pair avec les droits pour les travailleurs.

Alors voilà. J'ai envie de dire et de terminer en disant que FRALIB, et bien FRALIB c'est un combat d'avenir, c'est le combat pour l'avenir de notre société et aujourd'hui, oui, nous sommes tous des FRALIB ! (*Applaudissements*).

**Olivier Leberquier**, *délégué syndical CGT* : Je vais donner la parole à Luc Léandri pour le Parti de gauche.

Discours de **Luc Léandri** [*parti de Gauche*] :

Et bien écoutez, chers camarades, chers amis, je suis évidemment très fier, nous sommes très fiers ici pour accueillir le candidat du Front de Gauche, Jean-Luc, et puis surtout chez les FRALIB parce que je crois que plus que n'importe qui aujourd'hui vous incarnez, vous représentez ce que veux porter le Front de Gauche aujourd'hui dans cette campagne auprès de nos concitoyens. Vous incarnez celles et ceux qui ne baissent pas les yeux, qui ne baissent pas la tête, qui continuent de se battre, et qui veulent démontrer qu'on peut faire autrement face à la logique, face au rouleau compresseur du

système, on peut faire autrement et vous incarnez. Un camarade m'a déjà dit dans les projets dans lesquels vous êtes engagés aujourd'hui on peut faire autrement : la coopérative ouvrière. Dire aujourd'hui qu'on refuse les délocalisations, qu'on peut faire autrement et maintenir l'activité sur notre territoire. Voilà aujourd'hui ce que vous incarnez. Et c'est très important aujourd'hui que nous puissions faire la lumière sur le combat mené plus largement, ce qui a déjà été fait, mais plus largement encore aujourd'hui.

Et puis, juste aujourd'hui pour vous dire aussi qu'en tant que conseiller régional du groupe Front de Gauche – j'excuse mon président Gérard Piel qui a dû malheureusement, qui était avec nous toute l'après-midi, mais qui a du partir pour un exécutif -, mais vous dire aussi qu'on a été là, dès le départ à vos côtés, on continuera de l'être, on est très fiers d'avoir porté au sein de l'assemblée régionale une motion de soutien aux FRALIB et surtout, d'avoir porté le soutien financier qu'on apporte au CE pour mener à bien ce projet de coopérative ouvrière. Sachez que vous pouvez compter sur nous, on sera encore avec vous dans les semaines et les mois à venir. Merci *(Applaudissements)*

**Olivier Leberquier**, *délégué syndical CGT* : Jacques Lerichomme pour la Gauche Unitaire.

Discours de **Jacques Lerichomme** [Gauche Unitaire] :

Ouais bonjour les amis, Je ne sais pas si vous êtes comme nous, si vous ressentez cette émotion quand on rentre dans cette entreprise. Où aujourd'hui nous avons des travailleurs, des salariés, des femmes et des hommes debout, qui n'ont pas l'échine courbée mais qui veulent se battre. Les patrons aujourd'hui, ceux qui nous gouvernent, préfèrent ceux qui subissent, en silence. Aujourd'hui, ici, à FRALIB, c'est la résistance ouvrière qui se met en place. De ce point de vue-là, je me rappelle comme jeune militant syndical, j'ai été allé voir nos camarades de LIP à Besançon. Et je me souviens de cette banderole, des salariés qui disaient : *“Les patrons ne peuvent pas se passer des ouvriers, mais nous, nous pouvons nous passer des patrons !”* *(Applaudissements)*

Donc, fierté d'être avec vous. Ici à Marseille on n'est pas de ceux qui baissent les yeux. On n'est pas de cette trempe-là. Bonheur aussi d'avoir notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, qui a fait le choix pour sa première intervention de candidat du Front de Gauche de venir ici, à Marseille, capitale des luttes, être aux côtés des travailleurs qui résistent. Je voudrais te dire Jean-Luc, au nom des militants de la Gauche Unitaire, au nom de Christian Picquet et de la direction, le bonheur que nous avons aujourd'hui de rentrer en campagne, parce que comme le disait Bernard, comme le disait Luc, c'est un mouvement unitaire aujourd'hui qui est en train de se mettre en place. *(Applaudissements)*

Le Front de Gauche, notre Front de Gauche doit être un front de tous les travailleurs, pour faire obstacle aux licenciements, à la baisse des salaires, à la remise en cause de tous nos acquis sociaux et de nos libertés. Je suis militant syndicaliste et je veux m'adresser ici avec force aux militants syndicaux, aux salariés : le Front de Gauche vous appartient, il est votre Front, ensemble, avec Jean-Luc Mélenchon, avec le Front de Gauche, nous allons construire une alternative réelle, nous allons montrer qu'une autre société est possible : juste, solidaire, féministe, écologique, démocratique, au service de l'intérêt des travailleurs.

Ensembles, tous ensembles, avec Jean-Luc Mélenchon, avec le Front de Gauche, nous allons gagner ! *(Applaudissements)*

**Olivier Leberquier**, *délégué syndical CGT* : Je passe la parole à Pierre Dharréville pour le Parti communiste Français.



Discours de **Pierre Dharréville** [Parti communiste Français] :

Merci.

Ben moi, je voudrais remercier tout d'abord les salariés de FRALIB pour évidemment cet accueil qui est le leur, mais aussi saluer la lutte qu'ils mènent depuis de longs mois maintenant. Une lutte courageuse et j'allais dire une lutte valeureuse au sens où elle est vraiment porteuse de valeurs fondamentales. Et vous le savez, ça fait quelques temps que nous nous côtoyons, la lutte que vous avez menés pour une autre répartition des richesses, pour les salaires, et la lutte aujourd'hui pour que l'activité se poursuive, ici, sur ce site de Gémenos et dans notre département et toutes les raisons ont été très bien évoquées par Gérard et nous soutenons pleinement, évidemment, ce combat. Vous le savez.

Je crois que cette bataille ce n'est pas simplement une bataille syndicale, c'est une bataille politique aussi. C'est une bataille politique parce qu'elle pose la question de l'organisation de la société, de la répartition de ses richesses, et de savoir qui décide. Est-ce que c'est à quelques actionnaires, est-ce que c'est à un patron grassement payé, de décider de ce qui doit être notre sort, de ce que doivent être vos emplois, de ce que doivent être nos vies, nos territoires ? Et bien nous nous pensons que non, nous disons que non, il y en a assez de vivre dans cette société-là, telle qu'elle est construite et nous devons changer les choses, il y a besoin de changer les choses. Donc, je crois que cette bataille elle est essentielle, et elle se mène ici et se mène ailleurs dans notre département. Notre département est victime d'attaques extrêmement violentes de la part des marchés financiers, de la part de tous ces gens-là, qui veulent décider à nos places, de nos vies ; à \_\_\_ ? \_\_, avec ? lionel mazel, à Gardanne avec Eon, avec Rio Tinto, ou encore à Net Cacao à Marseille et on pourrait citer d'autres exemples. Ces attaques elles sont extrêmement violentes.

Mais nous sommes nombreux à vouloir que les choses changent. Cet automne, nous étions nombreux, les rues de Marseille débordaient pour lutter pour la retraite. Et bien ce qui s'est passé cet automne ça doit se reproduire dans les urnes en 2012 pour la présidentielle et pour les législatives, parce que c'est un moment de la lutte ces élections que nous allons vivre. Elles ne peuvent pas changer à elles seules les choses, toutes seules, mais nous pensons qu'elles sont un moment important et notre conception de la politique, et je vais en terminer par là, elle est que c'est aux hommes et aux femmes eux-mêmes de s'en saisir. Nous ne nous présentons pas devant vous en disant "Voilà, donnez-nous les clés, on va tout changer, tous seuls.", ça ne marche pas comme ça, y compris avec les gens qu'on a en face de nous, ce n'est pas comme ça qu'il faut faire, il faut qu'il y ait un vrai rapport de force, c'est que les gens eux-mêmes s'en mêlent. C'est ça que nous voulons, c'est ça que nous voulons faire avec vous. Ici, à FRALIB, vous voulez gagner, et nous voulons gagner avec vous ! *(Applaudissements)*

**Olivier Leberquier**, *délégué syndical CGT* : Bon, Je peux passer la parole à Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche pour les présidentielles de 2012.

Discours de **Jean-Luc Mélenchon**, candidat du Front de Gauche pour les élections présidentielles de 2012.

Mes chers amis, mes camarades, d'abord un mot pour vous remercier de m'avoir accueilli aujourd'hui parmi vous, avec cette chaleur et cette fraternité particulières qu'on rencontre

parmi la classe ouvrière.

Il y a quelque temps de cela, alors que je me trouvais à Brignoles, Élodie et Valérie sont venues à ma rencontre avec sous le bras le dossier, et, chemin faisant, tandis que j'allais d'un endroit à l'autre, qu'on se déplaçait, elles m'ont expliqué le contenu du dossier, et je m'étais engagé à venir – après d'autres, ici, car je ne suis pas le premier à être venu – apporter ma contribution à la lutte que vous menez. Parce que, des fois, même s'il ne vient personne, s'il n'y a pas de journalistes, eh bien !, il y a ce mouvement du cœur qui fait qu'on est heureux de se voir, et de penser qu'on n'est pas oublié, qu'il y en a d'autres qui sont là qui suivent la lutte, qui s'y intéressent et qui s'y impliquent, de cœur et d'esprit.

Au minimum, je l'aurais fait. Et puis, le calendrier fait que c'est ce 18 juin qu'un nouvel acte de résistance est proclamé par le vote des militants communistes qui rendent possible l'ouverture d'une extraordinaire nouvelle page de l'histoire de la Gauche, et dès lors, de la patrie républicaine des Français qui, dans tous les grands moments, est identifiée à la Gauche. Et donc j'ai pensé que ce serait une belle idée que de commencer ce chemin toujours nouveau emprunté ensemble, d'abord dans une usine – et quelle usine ! Je vais en dire un mot. Si bien que les gens de presse, les journalistes pourraient être intéressés à venir observer ce déplacement, et donc rencontreraient la lutte ouvrière.

Le Front de Gauche porte un projet audacieux et ambitieux. Pas parce que nous serions plus audacieux et plus ambitieux que d'autres – certes, nous le sommes – ; mais parce que des circonstances exceptionnelles roulent sur le monde et sur l'Europe, qui exigent des solutions audacieuses, et non la répétition « plan-plan » des routines, des habitudes, et des chemins tout tracés qui vont d'une ornière à l'autre. Quand la crise déferle sur l'Europe, menace jusqu'à ses fondements, telle qu'à cette heure personne ne peut dire si, dans un mois ou deux, il y aura encore un Euro – et nul ne peut souhaiter qu'il n'y en ait plus après un fracas incontrôlé –, quand la crise est telle que l'on voit les puissants, les importants, les intelligents qui savent tout, tout le temps, mieux que les autres, être incapables de faire face à une catastrophe qu'ils ont eux-mêmes provoquée par leur imprévoyance, comme on l'a vu au Japon [*« à Fukushima », précise une voix*], incapables de faire face à une crise financière dont ils sont intégralement les responsables, telle qu'un diplômé de lettres, comme moi, est capable d'y voir plus clair que toute cette armée de prétentieux qui savaient savoir faire mieux que les autres, pour l'Europe, et pour la monnaie unique, et pour le monde, et qui à cette heure ne savent que faire, sinon proposer à la Grèce et aux Grecs de pâtir et souffrir, encore, et encore, sans aucune perspective d'une amélioration quelconque demain !

Voilà leur bilan ! Leur système ne marche pas ! Leurs dirigeants sont des incapables ! C'est eux qui provoquent ces désastres ! C'est eux qui sont incapables de nous proposer des alternatives tranquilles du type de celles que nous souhaitons ! Car nous sommes des gens tranquilles, et nous ne demandons rien d'autre que les choses simples auxquelles notre labeur, notre intelligence, notre dévouement aux autres nous donnent droit : être soigné quand on est malade, que nos enfants soient correctement éduqués à l'école, quitter l'emploi quand l'heure est venue d'aller à la retraite se dévouer aux autres d'une autre manière, aux siens, et à la collectivité. Qu'est-ce qui, dans tout ça, est si extravagant qu'on ne puisse l'obtenir ? Alors que le pays est si riche qu'il est plus riche qu'il ne l'a jamais été de toute son histoire !...

Vous qui avez un patron dont la paye représente pour moitié de ce qu'elle est la totalité de tous vos salaires, qu'est-ce que cette humanité qui a des besoins si extravagants qu'il faut, pour qu'ils soient satisfaits, le travail d'une usine entière – et encore, ça ne suffit pas ! Ces mots, je les porte pour vous. Vous pourriez les dire aussi bien que moi, et peut-être même mieux, parce qu'ils viendraient de vos souffrances et de votre intérêt pour votre travail. Telle est ma mission dans ce moment : je porte votre parole, je rends visibles les invisibles, la classe ouvrière, les ouvriers, les salariés et les employés. Il n'y a pas de classe sociale plus nombreuse en France, plus industrielle, plus capable de préparer la suite, et c'est elle qu'on ne voit jamais, dont on ne parle jamais, sinon pour lui attribuer des sentiments qui ne sont pas les siens, puisqu'aujourd'hui, paraît-il, elle serait vouée à l'extrémisme d'extrême droite ! Voilà le moment où « ils » redécouvrent les ouvriers : c'est pour les insulter de nouveau ! Alors je fais, au fond, à l'échelle nationale et dans le rôle qui est le mien, ce que font Olivier, Gérard, et combien d'autres ici, marchant devant – des fois en se demandant pourquoi... Les autres, vous avez été là, vous les avez poussés, d'un mouvement d'épaule, d'un mouvement du coude, et les voilà devant, c'est à eux de faire le travail ! Mais on ne le fait jamais si bien que porté par les autres ! Et à cette heure, c'est de vos exemples que je me sens porté !

J'ai croisé quelqu'un qui m'a dit qu'elle avait eu six années de contrats d'intérimaire avant, enfin, d'avoir un contrat à durée indéterminée... Et qu'elle n'a pu bénéficier du bonheur de se dire « je sais enfin ce que je vais faire l'année prochaine », – commencer à faire des projets, déposer des dossiers, pour construire sa vie –..., n'a pu en profiter que quatre semaines avant d'apprendre que l'entreprise allait être fermée !... Eh bien, de cet exemple il faut tirer une leçon générale ! À bas le précaire ! À bas la précarité ! Nous sommes capables, en 48 heures, peut-être à peine plus – mais pour un discours, il faut dire 48 heures... – Mais à peine plus ! –, de titulariser les 850 000 précaires de la fonction publique. Il faut une demi-heure pour signer

le décret [*applaudissements*] qui interdit que les entreprises puissent, pour les grandes, utiliser plus de 5% de leur main-d'œuvre en contrat à durée déterminée, et pour les plus petites, plus de 10%<sup>1</sup>. Alors les travailleurs et les salariés, moins angoissés pour eux de leurs lendemains, et pour leur famille, trouveraient ces talents et cette disponibilité qui renforcent le peuple et lui donnent les moyens du combat. Car il est dur de se préoccuper des autres quand on ne sait pas déjà de quoi sera fait son propre lendemain. Et vous le savez bien !

J'ai rencontré quelqu'un qui m'a dit : « Je suis rentré à l'usine à seize ans, et m'y voici encore... » Eh bien ! Est-ce que toutes ces années étaient seulement des années où cette noble et digne personne répétait les mêmes gestes, ou bien est-ce qu'au contraire, pendant toutes ces années, le savoir-faire ne s'est pas amélioré ? Est-ce que cette personne n'a pas concouru, par son intelligence, ses propositions, à l'heure où l'on a parlé de la force de la machine, de la façon de mieux la protéger ? Est-ce qu'elle n'a pas aussi apporté ça, en plus de son travail, heure après heure ? Cette intelligence collective que nous avons, est-ce qu'elle ne mérite pas d'être récompensée ? Est-ce que, que ce soit par la validation des acquis de l'expérience [VAE], ou par quelque autre moyen négocié dans l'entreprise, la paye ne doit pas suivre, à bon rythme, le progrès lié à la fidélité à l'entreprise et à la qualité du travail ?

Il faut une augmentation immédiate et substantielle des salaires des travailleurs, parce que c'est eux qui le méritent [*applaudissements*] et qui sont en capacité à partir de là, je vous le dis d'un point de vue d'économiste, non pas d'aller accumuler pour placer dans ces placements suspects qui vont et viennent au gré de la bulle financière dans le monde, mais qui vont dans la production, dans la consommation, dans les petits bonheurs de la vie de tous les jours.

Car les gens n'en demandent pas tant qu'on en donne à Mme Bettencourt, qui ne sait qu'en faire, et ne sait d'ailleurs même plus où elle en est... [*Rires*] Ni à ces patrons d'Unilever dont je ne connais pas le nom, mais dont je vais quand même vous dire un mot.

J'ai rencontré quelqu'un qui est un bachelier professionnel, et qui a un bac pro de maintenance des systèmes industriels. Le voici devant la machine complexe, capable bien mieux qu'un autre de prévenir à temps ce qui dysfonctionnerait. Travail précieux, qui permet de savoir comment demain il faut améliorer la mécanique pour soulager le travail humain. Car la

---

1 En fait, JLM dit le contraire : « ... le décret qui interdit que les entreprises puissent, pour les grandes, utiliser plus de 10% de leur main-d'œuvre en contrat à durée déterminée, et pour les plus petites, plus de 5% ». Sa langue a « fourché » dans le feu du discours. Le *Programme partagé* énonce, p. 2 : « Le CDI à plein temps sera réaffirmé comme étant la norme du contrat de travail, le recours aux intérimaires et contrats à durée déterminée strictement encadré. Un quota maximal d'intérimaires et de contrats à durée déterminée égal à 5 % des effectifs dans les grandes entreprises et 10 % dans les PME sera instauré sauf dérogation justifiée. » Voir ici : [http://reseau.dynamique-frontdegauche.fr/sites/default/files/programme\\_partage.php\\_pdf](http://reseau.dynamique-frontdegauche.fr/sites/default/files/programme_partage.php_pdf)

machine est là aussi pour soulager le travail humain, ne le perdons pas de vue, non pas pour accabler, pour exiger une productivité sans cesse croissante. Eh bien, ce savoir-là, c'est celui qui doit donner le droit aux travailleurs de participer directement à l'analyse du process de production et aux améliorations qu'il apporte. Les travailleurs savent le faire, et il y a dans cette usine des machines qui ont été inventées par les travailleurs qui en ont fait le cahier des charges. C'est votre fierté, et vous avez raison de dire, à partir de là : « À qui appartient la marque ? » Elle appartient aux travailleurs qui l'ont amenée à ce niveau de performance et d'attraction [*applaudissements*]. Je le dis, oui, parce que la question de la propriété est centrale, et j'y viens.

Mes chers compatriotes, c'est à mes concitoyens que je m'adresse. À ceux, pas seulement qui ont des bulletins de vote, mais à qui la République confie le soin, pour chacun d'entre eux, de dire, non pas ce qui est bon pour lui-même, mais ce qui est bon pour tous, et qui s'appelle l'intérêt général.

L'intérêt général de la République Française est que cesse la possibilité, de par des manœuvres et des manigances, qu'on obscurcisse le circuit de la décision et de la collecte de l'argent, telle qu'on puisse, en Suisse, ce pays qui, à lui tout seul, est une espèce de concentré de tout ce qu'on peut imaginer de dissimulation et d'encouragement aux fraudes inciviques les plus complexes, mais qui au bout du compte reviennent toujours à la même chose : comment piller le travail des autres et en bénéficier sans entraves.

C'est une honte que parce que l'on a créé une entreprise, qui est localisée, qui a ses comptes en Suisse, elle réalise le rêve du patronat : une entreprise où il n'y a pas d'ouvriers, il n'y a pas de machines, il n'y a pas d'usine ! Il y a juste un fichier-clients, un carnet de chèques, ... et les calculettes – merci, Gérard ! [*Rires*] Et ces gens, là-bas, décident que vous êtes des centrales de coût, c'est-à-dire que vous, vous coûtez ! C'est ainsi que vous êtes présentés, alors que c'est ici que s'accumule la richesse.

Il faut que cesse en Europe, et je sais que la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne, il faudra donc lui faire entendre raison, si ce n'est de gré, alors de force. De force par les accords internationaux. Ça suffit, les paradis fiscaux, la truande<sup>2</sup> qui permet de voler les peuples de leurs efforts. Et si vous cherchez l'argent des Grecs, il est vraisemblable qu'il doit être quelque part de pas très éloignée du coffre-fort où se trouve le vôtre ! Celui que vous produisez ! [*Applaudissements*]

Ça suffit le dumping social, le dumping fiscal ! et ce que je dis là n'a rien d'exagéré, rien

---

2 C'est à la notion de « truanderie » que l'auteur fait référence.

d'excité. C'est au contraire demandé tranquillement : que là où est produite la richesse, eh bien, elle puisse circuler librement. C'est à cela que je vous appelle, comme citoyens, par vos bulletins de vote, à marquer avec force ce qu'est un vote utile. Un vote utile, c'est celui qui permet de briser ces chaînes-là, les chaînes du mensonge, de la triche, qui oppriment le continent tout entier.

Et puis après, bien sûr, vient la question de la propriété. Et je veux qu'on m'entende, moi qui ai pris le risque, avant d'autres, bien moins grand que ceux qu'ils ont pris eux, en disant « Qu'ils s'en aillent tous ! », car je pensais précisément aux patrons d'Unilever – ce qui ne s'est pas assez su... [Rires] Et comme j'étais content de voir les Tunisiens dire « Dégage ! », et les Égyptiens en faire autant, et puis ensuite les citoyens se regrouper, en Espagne, en Grèce, et partout, pour aller vers des assemblées citoyennes que je vous appelle vous aussi à constituer !

Eh bien ! Il faut maintenant faire le bilan ! À cette heure, les dirigeants d'Unilever ne se comportent pas avec la dignité et la responsabilité qui doivent être celles de personnalités d'aussi haut rang. Diriger une entreprise, ce n'est pas seulement prendre, c'est aussi donner. Et puisque qu'ils ne savent pas que faire, et que, paraît-il, ils ne savent faire autrement que de produire du thé Éléphant né ici – ils ne sauraient, paraît-il, le faire qu'ailleurs, en Pologne, ou je ne sais où, où on a sûrement moins vu d'éléphants qu'ici... [Rires] – eh bien, il faut dire : « Si vous ne savez pas le faire, allez-vous en, parce que nous, nous savons le faire ! » [Applaudissements] Restez chez vous ! Faites autre chose. Nous, nous savons faire bien, de bonne qualité, avec du soin, de manière responsable et moins gâpilleuse que vous ! Lorsque vous nous avez donné, par exemple – et heureusement que vous en êtes revenus... –, la consigne absurde de préférer mettre à la poubelle les cartons qui n'étaient pas bien formatés, les sachets qui ne l'étaient pas, plutôt que de les confier au CAT [*Centre d'Aide par le Travail (pour l'insertion de personnes handicapées)*] où l'on faisait du bon travail, avant qu'on ait installé ici une machine, il y a eu cette consigne absurde de tout foutre à la poubelle ! Et d'ailleurs, si on les écoutait, c'est la terre entière qui serait une poubelle. Et c'est ce qu'ils ont commencé à faire... Bref !

Puisque vous faites cette démonstration, voilà mon jour de gloire. Je suis, pour ma première sortie de candidat du Front de Gauche, parmi les miens, ceux que j'ai mission de représenter au nom des partis qui constituent le Front de Gauche et des personnes qui n'ont pas d'appartenance de parti : les travailleurs, la classe ouvrière, celle qui ne baisse pas les yeux, et qui, lorsque les patrons disent « Nous allons nous en aller », ont le mot qu'il faut pour

répondre et disent : « Au revoir ! » [Rires, applaudissements]

Vous avez raison de faire la démonstration jusqu'au bout en disant : nous sommes capables nous-mêmes d'organiser la production avec une coopérative ouvrière de production, quelle qu'en soit la forme, qu'il s'agisse d'une société qui donnerait sa part aux collectivités locales, d'une coopérative au sens traditionnel, ou bien une société anonyme à participation ouvrière. Les formes sont nombreuses qui permettent de montrer qu'il existe une alternative à la propriété capitaliste, surtout lorsque celle-ci se présente comme elle le fait ici, comme purement prédatrice. Nous sommes ceux qui savent produire, bien produire, avec intelligence. Et avec assez de discernement pour penser aux autres.

Gérard, Olivier, Élodie et Valérie m'ont expliqué qu'ici, quand on a travaillé deux heures, on a produit la richesse de dix ! C'est donc qu'il s'en trouve huit qui sont accaparées par quelques uns ! Eh bien, ces huit heures de travail gratuit – et vous voyez que tout le capitalisme repose sur le travail gratuit ! Celui des autres ! –, ce travail gratuit peut être récupéré. Oh, nous ne sommes pas si gourmands qu'il y paraît d'abord ! Récupéré partie en paye ; récupéré partie en temps libre ; récupéré partie en travail partagé. Et tout ceci, mes amis, produit quelque chose qui n'est pas quantifiable, quelque chose que l'on ne peut pas mettre en chiffres, mais qui irradie la société de l'intérieur, et ça s'appelle le petit goût du bonheur de vivre... [Applaudissements] Le bonheur de vivre, comme disait Ferrat, « qui me laisse la lèvre sèche<sup>3</sup>... »

Allez ! Bon vent, la France que vous êtes, belle, et rebelle ! Nous sommes à vos côtés ! [Applaudissements. L'assistance scande « Tous ensemble ! Tous ensemble, ouais, ouais » « **Tous ensemble ! Tous ensemble, ouais, ouais** » .....]

*Transcription réalisée par des membres du groupe « Initiatives Citoyennes - discours Importants ».*

<http://reseau.dynamique-frontdegauche.fr/reseau/discours-importants>

---

3 Jean Ferrat, *Ma France*. La citation exacte serait : « ... et ce goût du bonheur qui **rend** ma lèvre sèche... »